

A Tahiti, vingt-neuf ans après la disparition du journaliste « JPK », opposant à Gaston Flosse, la juge clôt ses investigations

L'ancien président de la Polynésie française a été entendu par la magistrate au mois de juin, dans l'enquête sur la disparition de Jean-Pascal Couraud, un mystère vieux de trois décennies.

Par [Mike Leyral](#) (Papeete, correspondance)

Publié le 20 août 2026

Temps de Lecture 4 min.



Gaston Flosse, ancien président de la Polynésie française (à droite), et son épouse, Pascale Haiti-Flosse, à Papeete, le 16 juillet 2024. MIKE LEYRAL/AFP

JPK. Trois lettres qui ont fait trembler Gaston Flosse, le tout-puissant président de la Polynésie française, au faîte de son pouvoir à la fin des années 1990 ; JPK, les initiales par lesquelles était surnommé Jean-Pascal Couraud, journaliste disparu à Tahiti en 1997.

Le 4 août, la juge d'instruction Mathilde Panici a transmis un avis de fin d'information au parquet et aux parties civiles, signifiant qu'elle considère avoir terminé ses investigations. Depuis plus d'un an, [cette magistrate a repris une procédure vieille de vingt-neuf ans](#), avec son lot de rebondissements, de révélations et de rétractations. Et une question : qu'est devenu Jean-Pascal Couraud, farouche opposant au potentat polynésien qui dirigea la collectivité presque sans discontinuer de 1984 à 2004, puis encore, par intermittence au gré des renversements, dans la décennie suivante ?

Journaliste d'investigation, JPK publie dès la fin des années 1980 des articles au vitriol contre Gaston Flosse, avant de rejoindre une figure montante de l'opposition de l'époque, Boris Léontieff, dont il assure la communication. Un combat inégal : le principal quotidien local, *La Dépêche de Tahiti*, encense le président dans chaque éditorial. Et Gaston Flosse est protégé par un homme plus puissant encore : Jacques Chirac, alors président de la République. Tous deux sont amis : ils ont fondé ensemble le RPR, Jacques Chirac est le parrain d'un enfant de Gaston Flosse, et le tribun polynésien a même été secrétaire d'Etat au Pacifique sud du premier ministre Chirac, pendant la cohabitation, de 1986 à 1988.

A partir de 1996, Jean-Pascal Couraud travaille avec un avocat, M^e Jean-Dominique des Arcis, également opposé à Gaston Flosse. L'homme de loi partage au journaliste une note de 14 pages, qui contient une liste détaillée des très nombreuses affaires dans lesquelles il soupçonne Gaston Flosse d'être impliqué. L'une d'elles mentionne des transferts de fonds de Gaston Flosse vers un compte japonais, qu'il suppose lié à Jacques Chirac. En milieu d'année 1997, le cabinet de M^e des Arcis est cambriolé par des personnes que l'enquête identifiera comme des collaborateurs de M. Flosse.

La thèse du suicide balayée

Quelques semaines plus tard, l'ex-femme de M^e des Arcis, Marie-Noëlle Denettiere, retrouve ce document de 14 pages et le remet, contre une somme d'argent au chef du service d'études et de documentation (SED), en réalité un service local de renseignement aux ordres de Gaston Flosse, dirigé par un ancien de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), André Yhuel. Deux agents du SED sont ensuite affectés à la surveillance rapprochée de Jean-Pascal Couraud, jusqu'au jour de sa disparition.

Lire aussi notre archive de 2010 | [Les barbouzes du président](#)

Lire plus tard

Aussi rocambolesques soient-ils, ces éléments sont démontrés par l'enquête. JPK était un motif majeur d'inquiétude pour le pouvoir polynésien de l'époque. Mais lorsqu'il disparaît, le 15 décembre 1997, ces éléments ne sont pas connus de la justice. L'investigation conclut à un suicide. Une hypothèse balayée par un témoin clé, Vetea Guilloux : en 2004, ce dernier raconte avoir entendu deux hommes, Tino Mara et Tutu Manate, décrire l'enlèvement, la séquestration, le tabassage et la mort de JPK, dont le corps aurait été lesté et jeté en plein océan.



Photo non datée de Jean-Pascal Couraud, journaliste disparu dans la nuit du 15 au 16 décembre 1997. FAMILLE COURAUD/AFP

Mis en examen, ces deux hommes font partie, tout comme Vetea Guilloux, du Groupement d'intervention de la Polynésie (GIP). Des centaines d'hommes en tee-shirt rouge, affectés aux travaux les plus durs et qui vouent une fidélité sans faille à Gaston Flosse. L'opposition les qualifie de milice.

Mais Vetea Guilloux se rétracte à la barre, lors d'un étrange procès en diffamation contre celui qui lance l'alerte. Visiblement terrorisé, face aux hommes du GIP, debout au fond de la salle

d'audience, qui le fixent tout au long de son audition, il assure avoir menti. Pour l'avocat de la famille Couraud, M^e James Lau, « *il faut prendre au sérieux son témoignage* », répété lors d'auditions ultérieures. « *Notre position, c'est que JPK détenait des informations explosives et qu'il y a eu un nettoyage, peut-être une bavure, et peut-être avec de l'aide des proches* [de Jean-Pascal Couraud] », ajoute M^e Lau.

L'épouse de JPK mise en examen

Deux autres mises en examen vont suivre celles des membres du GIP. En 2019, la compagne de JPK, Miri Tatarata, et l'ex-amant de celle-ci, Francis Stein, sont à leur tour soupçonnés d'homicide. Miri Tatarata, en particulier, a délivré aux enquêteurs de nombreuses versions, parfois incohérentes. Un appel de son domicile à la présidence est ainsi établi, le lendemain de la disparition. Pour les parties civiles, le rôle de ces deux proches reste à éclaircir, les principaux suspects étant les hommes du GIP.

M^{me} Tatarata et M. Stein restent mis en examen, tout comme le chef du GIP (dissout par la suite) Léonard Puputauki et l'un de ses hommes, Tutu Manate. L'autre auteur présumé du passage à tabac, Tino Mara, est mort.

L'ombre de Gaston Flosse plane sur l'ensemble de l'affaire. Il avait été interrogé en juin 2025, mais, affaibli par des problèmes cardiaques, il n'avait pu aller au bout de l'audition. A 95 ans, le 30 juin 2026, il est de nouveau interrogé, sans pour autant être mis en examen.

Selon les procès-verbaux d'audition, que *Le Monde* a pu consulter, Gaston Flosse assure entendre parler pour « *la première fois* » du dossier volé chez M^e des Arcis – alors que son propre directeur de cabinet a été condamné pour ces faits. Il prétend aussi n'avoir jamais eu connaissance d'une lettre décrivant la mort de JPK, signée Vetea Cadousteau, un autre membre du GIP, retrouvé mort en montagne. Cette lettre avait pourtant été retrouvée, lors d'une perquisition, dans un tiroir chez l'ex-président.

Les transferts de fonds vers le Japon ? Il n'en sait rien non plus. L'ancien homme fort polynésien contre-attaque en accusant l'avocat des parties civiles de « *monter un film* », de « *reprendre des mensonges* » et de « *détailler complètement* ».

Une autre disparition

Le parquet dispose de quelques mois pour prendre ses réquisitions : non-lieu, demande de nouveaux éléments, ou renvoi aux assises. Le frère de JPK, Philippe Couraud, conserve l'espoir que l'affaire soit jugée avant la disparition des principaux protagonistes. Et avant les 30 ans de la disparition de Jean-Pascal.

« *C'est une des plus vieilles procédures en cours dans la République* », rappelle M^e Lau. Les parties civiles relèvent que le dossier d'enquête comporte plus de dix témoignages relatant des aveux liés au meurtre de JPK. Des écoutes téléphoniques ont même paru receler des aveux du GIP, mais elles n'ont pu être exploitées en raison d'un vice de procédure.

Après la disparition de Jean-Pascal Couraud, l'opposant politique qu'il soutenait, Boris Léontieff, a continué à percer dans le paysage politique local, en défendant la probité et une troisième voie entre les deux adversaires de toujours, l'autonomiste Gaston Flosse et l'indépendantiste Oscar Temaru. Mais son ascension s'est arrêtée en plein vol. Alors qu'il faisait campagne avec les trois principaux cadres de son parti, son petit avion a disparu, quelque part au-dessus des Tuamotu, le 23 mai 2002. Un autre mystère polynésien.

[Mike Leyral \(Papeete, correspondance\)](#)